

# Soumission au Comité permanent de la santé de la Chambre des Communes

## Le besoin urgent d'une couverture universelle de la prescription de contraceptifs

Soumis par la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada

Veillez adresser toute correspondance reliée à ce mémoire à Heather Olszewski à l'adresse  
suivante: [holszewski@sogc.com](mailto:holszewski@sogc.com)

## Objectif

Ce dossier décrit le besoin urgent d'une couverture universelle de la contraception sur ordonnance au Canada. Avec environ 40 % de grossesses non planifiées au Canada, il est urgent de mettre en place une couverture universelle de la contraception sur ordonnance au Canada <sup>1</sup>, ce qui représente un coût important et mesurable pour les systèmes de santé, alors qu'il est tout à fait possible de l'éviter.

## Introduction

En tant qu'organisation nationale d'experts en santé des femmes, la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada (SOGC) estime que l'accès à la contraception est essentiel à l'équité entre les sexes. La contraception permet aux femmes d'avoir un plan de vie reproductive et de planifier leurs grossesses. Cela signifie qu'elles sont plus susceptibles d'atteindre leurs objectifs en matière d'éducation, de participer plus pleinement à la vie active, de jouir d'une plus grande stabilité économique qui profite aux autres enfants du foyer, d'avoir des grossesses saines et de mener leur grossesse à terme lorsqu'elles choisissent d'avoir des enfants. Les obstacles financiers peuvent limiter le choix de la contraception, laissant les individus choisir la méthode la moins chère - qui n'est pas nécessairement la plus efficace - ou ne pas utiliser de méthode de contraception du tout.

## Quel est le coût pour le système de santé?

La plupart des grossesses non désirées n'aboutissent pas à un avortement ; environ 57 % d'entre elles aboutissent à une naissance<sup>1</sup>. Le coût direct des grossesses non désirées au Canada est de 320 millions de dollars par année<sup>2</sup>. Cette analyse ne tient pas compte des coûts en aval pour l'individu et la société. La SOGC, avec le soutien de plusieurs organisations médicales nationales, recommande vivement une couverture universelle de la contraception pour tous les Canadiens.

## État actuel de la couverture de la contraception au Canada

La stérilisation, comme la vasectomie et la ligature des trompes, est couverte par les régimes d'assurance maladie provinciaux. Toutefois, ces procédures ne conviennent qu'aux personnes et aux couples qui ont fini d'agrandir leur famille.

Le Canada est le seul pays au monde doté d'un système de santé universel qui ne couvre pas les médicaments sur ordonnance. Le gouvernement canadien s'est engagé à mettre en œuvre un programme national d'assurance-médicaments. Une politique fédérale pour la couverture universelle de la contraception sur ordonnance au Canada est une première étape importante, immédiate et symbolique dans la mise en œuvre de ce programme et une affirmation de l'engagement continu du gouvernement envers la protection des droits reproductifs et l'avancement de l'égalité des sexes.

La Colombie-Britannique est devenue la première province canadienne à rendre les contraceptifs sur ordonnance gratuits pour les femmes à partir du 1er avril 2023. Depuis lors, environ 188 000 personnes ont eu accès à des méthodes contraceptives gratuites <sup>3</sup>. Le gouvernement provincial récemment élu du

Manitoba a fait part de son intention de rendre gratuite la contraception sur ordonnance dans son discours du Trône du 21 novembre 2023. En Ontario, le 29 novembre 2023, le NPD a présenté un projet de loi d'initiative parlementaire visant à couvrir la contraception sur ordonnance. Il est clair que les provinces comprennent la nécessité de cette couverture.

Toutefois, c'est au niveau fédéral que cette politique serait la mieux adaptée. La capacité d'une personne à accéder à une contraception efficace et à planifier sa famille ne devrait jamais dépendre de son code postal. Cette politique est trop importante pour être laissée aux priorités changeantes des gouvernements provinciaux et territoriaux. Compte tenu de l'engagement du gouvernement actuel en faveur d'un régime national d'assurance-médicaments, il s'agirait d'un premier pas important et significatif vers cet objectif.

## Les grossesses non désirées au Canada, en chiffres

- Les femmes passent environ 35 ans de leur vie à être fertiles. Une femme qui prévoit d'avoir deux enfants passera en moyenne cinq ans à essayer de concevoir, à être enceinte et à vivre la période postnatale. Cela signifie que les Canadiennes passent en moyenne 30 ans de leur vie à essayer de ne pas tomber enceintes.<sup>4</sup>
- Au Canada, environ 40 % des grossesses ne sont pas désirées, ce qui représente 160 000 grossesses non désirées chaque année <sup>1</sup>.
- Bien que certaines de ces grossesses aboutissent à un avortement, la plupart aboutissent à une naissance.
- Chaque année au Canada, un tiers des naissances (90 000) ne sont pas voulues<sup>1</sup>.
- Au Canada, la plupart des régimes de soins de santé financés par le contribuable ne couvrent pas la contraception, à l'exception de la stérilisation..
- Les coûts directs des soins de santé liés aux grossesses non désirées sont estimés à 320 millions de dollars par an au Canada<sup>2</sup>.
- Un modèle des coûts a été réalisé en Colombie-Britannique pour estimer les coûts de ce programme, qui s'est avéré neutre en termes de coûts à mi-parcours de la deuxième année de financement<sup>5</sup>.
- Des estimations ont été réalisées aux États-Unis et au Royaume-Uni pour le retour sur investissement (RSI). La modélisation américaine a montré un retour sur investissement de 7 dollars US (RSI)<sup>6</sup>, et la modélisation britannique a estimé un retour sur investissement de 9 £ <sup>7</sup>.
- Les formes de contraception les plus efficaces (contraceptifs réversibles à longue durée d'action ou CRLDA) sont également les plus coûteuses. Les dispositifs intra-utérins ou les implants sous-cutanés ont des coûts initiaux élevés (généralement entre 300 et 500 dollars).

## Recommandations

La SOGC recommande fortement la mise en place d'une politique universelle de couverture de la contraception sur ordonnance pour toutes les femmes au Canada. Ce financement devrait couvrir toutes les formes de contraception sur ordonnance, pour toutes les femmes au Canada. Ces formes de contraception incluent:

- Pilule, timbre ou anneau contraceptif hormonal

- Acétate de médroxyprogestérone ("la piqûre")
- Implant subdermique
- Contraceptifs intra-utérins (à libération de cuivre ou de lévonorgestrel)

## Sommaire et soutiens

Dans toutes les provinces ainsi que dans tous les territoires du Canada, le système de santé est actuellement soumis à une pression considérable. Les grossesses non désirées imposent des contraintes incroyables aux femmes et à leurs familles, et ajoutent aux pressions exercées sur le système de santé. Bien que la plupart de ces grossesses puissent être évitées grâce à une méthode de contraception fiable, il convient de noter que la contraception offre bien plus que la prévention des grossesses - elle permet aux femmes de planifier leur vie reproductive.

Lorsque les femmes planifient leur grossesse, elles ont plus de chances de terminer leurs études, de disposer des ressources financières nécessaires pour s'occuper de leurs enfants et de participer davantage à la vie active. Loin de se limiter à de simples économies, cette politique rend la société plus forte.

La SOGC a collaboré avec plusieurs autres groupes pour demander au gouvernement fédéral d'envisager cette politique importante. Ces groupes sont les suivants:

- Le Groupe de recherche sur la l'avortement et la contraception de [l'Université de la Colombie-Britannique](#)
- Le projet [EmpowHER](#), un organisme populaire fondé par la Dre Rupinder Toor de Calgary
- [Action Canada](#) pour la santé et les droits sexuels

## À propos de la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada (SOGC)

La Société des obstétriciens et gynécologues du Canada (SOGC) est l'une des plus anciennes organisations nationales de spécialité au Canada. Fondée en 1944, la Société a pour mission de promouvoir l'amélioration de la santé des femmes par l'excellence et la pratique professionnelle collaborative.

La SOGC a grandi et compte aujourd'hui plusieurs milliers de membres, soit des obstétriciens, des gynécologues, des médecins de famille, des infirmières, des sages-femmes et des professionnels paramédicaux œuvrant dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive.

La SOGC produit des directives cliniques pour le public et la formation médicale, qui sont publiées dans le célèbre Journal d'obstétrique et gynécologie du Canada (JOGC). La Société est également un fournisseur de formation professionnelle continue pour les médecins et les fournisseurs de soins de santé au Canada et offre une gamme complète d'événements de formation médicale continue, y compris une conférence clinique et scientifique annuelle (CCSA), trois conférences régionales, des cours en ligne et le programme populaire Avancées dans la gestion du travail et des risques (GESTA).

## Références

1. Contraception Access Research Team. Canadian Sexual Health Survey: BC 2015 Sexual Health Indicators. Accessed at: [https://med-fom-cart-grac.sites.olt.ubc.ca/files/2020/12/2015-BC-Sexual-Health-Indicators-CART-CSHS\\_2017-06-15.pdf](https://med-fom-cart-grac.sites.olt.ubc.ca/files/2020/12/2015-BC-Sexual-Health-Indicators-CART-CSHS_2017-06-15.pdf) (2017).
2. Black, A., Guilbert, E., Hassan, F., Chatziheofilou, I., Lowin, J., Jeddi, M., Filonenko, A., Trussell, J. The Cost of Unintended Pregnancies in Canada: Estimating Direct Cost, Role of Imperfect Adherence, and the Potential Impact of Increased Use of Long-Acting Reversible Contraceptives. *J Obstet Gynaecol Can* 2015;37(12):1086–1097.
3. La Presse Canadienne. <https://globalnews.ca/news/10158381/high-uptake-bc-free-contraception/>. Global News. 2023. Accessed on Dec 11, 2023.
4. Norman WV, Shaw D, Davies C. Contraception & Abortion in BC: Experience, Guiding Research, Guiding Care [Report of proceedings, May 5, 2014 - UBC Library Open Collections](#).
5. Contraception Access Research Team. Contraception Cost-Effectiveness in British Columbia. Accessed at: [https://med-fom-cart-grac.sites.olt.ubc.ca/files/2023/02/Contraception-Cost-Effectiveness\\_CART-Report\\_2018-06-21.pdf](https://med-fom-cart-grac.sites.olt.ubc.ca/files/2023/02/Contraception-Cost-Effectiveness_CART-Report_2018-06-21.pdf) (2018).
6. Frost JJ, Sonfield A, Zolna MR, et al. Return on investment: a fuller assessment of the benefits and cost savings of the US publicly funded family planning program. *Milbank Quarterly*. 2014 Dec;92(4):696-749. doi: 10.1111/1468-0009.12080.
7. Public Health England. Contraception: Economic Analysis Estimation of the Return on Investment (ROI) for publicly funded contraception in England. Accessed at: [https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5b5ee5b1ed915d0b66bc375d/contraception\\_return\\_on\\_investment\\_report.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5b5ee5b1ed915d0b66bc375d/contraception_return_on_investment_report.pdf) (2018).